

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 17 octobre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/08/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV NORD EST

rue de l'égalité
lieudit de la Planchette
59287 Lewarde

Références : V2/2024-262
Code AIOT : 0007000461

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/08/2024 dans l'établissement SUEZ RV NORD EST implanté rue de l'égalité lieudit de la Planchette 59287 Lewarde. L'inspection a été annoncée le 03/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection fait suite à la réception des résultats non-conformes du contrôle inopiné mené le 04/06/2024 au point de rejet n°3 - rejets aqueux de lixiviats traités.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV NORD EST
- rue de l'égalité lieudit de la Planchette 59287 Lewarde
- Code AIOT : 0007000461
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

La société SUEZ RV Nord Est exploite une installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire des communes de Lewarde et de Loffre dans le département du Nord (59).

Les activités exercées relèvent de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 09/10/2008, complété notamment par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 20/06/2017 et du 23/07/2021.

Le site est autorisé à admettre 160 000 tonnes de déchets par an. Les déchets admissibles proviennent des départements du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme et de l'Aisne.

Le site est soumis à autorisation au titre des rubriques suivantes :

- 3540 : Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3, recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes ;
- 2760-2 : Installation de stockage de déchets non dangereux.

Les activités du site relèvent de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles, dite directive IED. L'arrêté préfectoral du 09/10/2008 autorise l'exploitation de l'extension de la zone de stockage, dénommée casier 8 (casiers 8a et 8b), pour une durée de 25 ans.

Thèmes de l'inspection :

- Rejets aqueux - contrôle inopiné - dépassement supérieur à 2 fois la valeur réglementaire

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rejets aqueux - point de rejet n°3 - VLE (suite)	Arrêté Préfectoral du 09/10/2008, article 143	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours
3	Rejets aqueux - point de rejet n°3 - nature des effluents	Arrêté Préfectoral du 09/10/2008, article 127	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rejets aqueux - point de rejet n°3 - VLE	Arrêté Préfectoral du 09/10/2008, article 143	Sans objet
4	Gestion des eaux résiduaires de la TAR	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, articles 5.3 et 5.5 de l'annexe I	Levée de l'article 1 du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure annexé au rapport d'inspection du 18/11/2022 référencé V2/2022-307.
5	Surveillance des eaux résiduaires de la TAR	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5.9 de l'annexe I	Levée de l'article 2 du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure annexé au rapport

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
			d'inspection du 18/11/2022 référéncé V2/2022-307.

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection fait suite à la réception des résultats non-conformes du contrôle inopiné mené le 04/06/2024 au point de rejet n°3 - rejets aqueux de lixiviats traités - sur le paramètre AOX.

La visite d'inspection a permis de mettre en évidence que ce dépassement était en lien avec :

- l'utilisation, en secours, d'eau de ville dans la tour aéroréfrigérante lors de la phase de redémarrage des installations de traitement des lixiviats, conduisant à une augmentation en AOX dans les purges de la TAR ;
- la gestion des effluents au point de rejet n°3, avec le mélange des lixiviats traités avec les purges de la tour aéroréfrigérante, avant rejet.

L'inspection des installations classées formule 3 faits avec suites administratives, dont :

- une demande de justificatif ;
- deux demandes d'action corrective ;

pour lesquels il est attendu des éléments complémentaires de la part de l'exploitant pour pouvoir lever la non-conformité relevée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets aqueux - point de rejet n°3 - VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2008, article 143	
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux - point de rejet n°3 - VLE	
Prescription contrôlée :	
Article 127 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/10/2008 modifié par l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 20/06/2017	
Caractéristiques et localisation des points de rejet	
Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet précisés ci-après :	
[...]	
III. Rejet de lixiviats traités	
Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°3
Repérage cartographique	La canalisation de rejets des condensats (lixiviats traités) est raccordée à la canalisation du rejet 1-1
Nature des effluents	Lixiviats traités et conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Courant de Lewarde

Traitement avant rejet	Station de traitement interne
------------------------	-------------------------------

Article 143 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/10/2008 modifié

Valeurs limites de rejets de la station de traitement interne

Les valeurs limites en concentration ci-dessous doivent être respectées en sortie de station d'épuration collective interne, en complément de celles prévues à l'article 130.

Paramètres	Concentrations (en mg/l sauf spécification contraire)
[...]	
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	1

[...]

Point 5.5. de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Valeurs limites de rejet

Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

Cf. valeurs limites

[...]

Constats :

Les lixiviats produits par l'installation de stockage de déchets non dangereux de Lewarde mais également par d'autres ISDND doivent être traités sur le site avant rejet au milieu naturel. A cet effet, le site dispose d'une station de traitement des lixiviats.

Un contrôle inopiné EAU a été réalisé le 04/06/2024 par l'organisme DEKRA (rapport du 19/06/2024 référencé E4531711/2401) au point de rejet n°3 - rejets aqueux de lixiviats traités, et met en évidence la non-conformité des rejets aqueux pour le paramètre AOX en concentration :

Date	Contrôle	Concentration en AOX (mg/l)	VLE (mg/l)
04/06/2024	Contrôle inopiné	<u>24</u>	1

Dépassement de la VLE

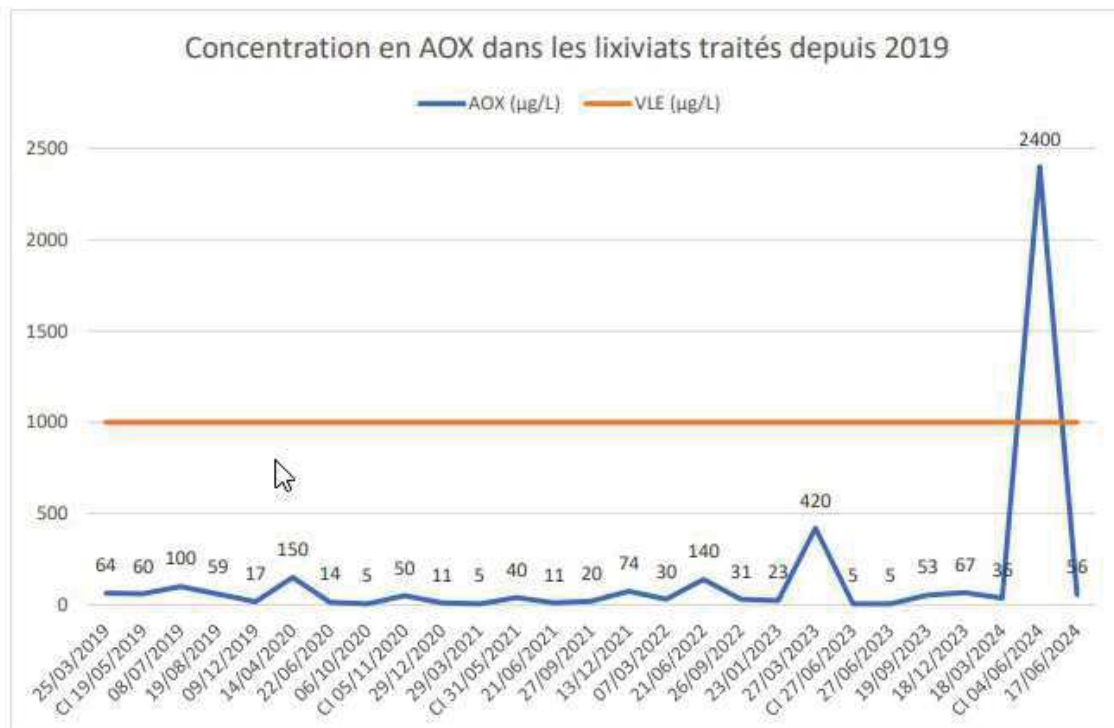
Dépassement supérieur à 2 fois la VLE

La visite d'inspection du 21/08/2024 fait suite à la réception de ces résultats non-conformes.

Sur les causes du dépassement

En amont de la visite d'inspection et sur demande de l'inspection, l'exploitant a transmis par courrier du 15/07/2024 ses premiers éléments permettant d'expliquer le dépassement constaté lors du contrôle inopiné. Ceux-ci n'ont pas permis d'apporter d'explication satisfaisante. En revanche, ils permettent :

- d'établir un possible lien avec l'utilisation d'eau de ville dans la tour aéroréfrigérante lors de la phase de redémarrage de l'installation de traitement des lixiviats (cf. explications infra) ; de mettre en évidence le caractère ponctuel de ce dépassement. En effet, l'exploitant a présenté, sur une période de 5 ans, et pour le paramètre AOX, l'ensemble des résultats de l'autosurveillance trimestrielle qu'il mène sur ses rejets aqueux au point de rejet n°3 ainsi que les résultats des différents contrôles inopinés. Le seul dépassement enregistré est celui du contrôle inopiné de juin 2024.



La visite d'inspection du 21/08/2024 a permis d'examiner attentivement le circuit de l'eau au niveau de l'installation de traitement des lixiviats et de dégager des causes possibles à l'origine du dépassement constaté lors du contrôle inopiné, **mais restant à justifier avec l'appui du traiteur d'eau.**

Ainsi, dans le cadre du process de traitement des lixiviats, une tour aéroréfrigérante (TAR) classée à déclaration au titre de la rubrique ICPE 2921 et une tour adiabatique sont exploitées sur le site.

Les lixiviats traités (ou « condensats ») sont collectés dans une cuve de 10 m³, laquelle :

- alimente prioritairement en eau d'appoint les tours (= recyclage des lixiviats traités) ;
- est équipée d'un trop plein qui permet aux lixiviats traités non recyclés dans les tours, de rejoindre d'abord une cuve de 2 m³ pour régulation du pH, puis de rejoindre un réseau de

collecte interne au point de rejet n°3 codifié dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, avant d'être rejetés in fine au milieu naturel.

L'eau de ville brute peut être utilisée en secours pour alimenter les tours en eau d'appoint. Ce « fonctionnement dégradé » est identifié dans l'analyse méthodique des risques (AMR) élaborée par l'exploitant pour la TAR relevant de la rubrique 2921 (dernière version du 21/06/2024).

En séance l'exploitant a présenté le schéma de principe du circuit de refroidissement de la TAR figurant dans l'AMR (cf. synoptique en annexe 1). Celui-ci fait apparaître, en complément, que les rejets aqueux de la TAR (purges de déconcentration) rejoignent également la cuve de 2 m³, en mélange avec l'excédent de lixiviats traités non recyclés dans les tours.

Le prélèvement effectué par l'exploitant dans le cadre de son autosurveillance des effluents aqueux, ainsi que par le laboratoire lors du contrôle inopiné, est réalisé au niveau du point de rejet n°3, en aval de cette cuve de 2 m³.

La visite terrain a permis d'observer le point de rejet n°3.

Il apparaît donc que les effluents rejetés, prélevés et analysés au niveau du point de rejet n°3 ne sont pas représentatifs de la qualité des lixiviats traités seuls, mais d'un mélange lixiviats traités + rejets de la TAR.

La visite terrain a permis d'observer l'équipement de mesure de la volumétrie de ces rejets, situé en aval de la cuve de 2 m³ et en amont du point de rejet n°3.

Il apparaît donc que les volumes d'effluents comptabilisés à ce niveau ne sont pas représentatifs du volume de lixiviats traités seuls, mais d'un mélange lixiviats traités + rejets de la TAR.

L'examen de la conformité réglementaire de cette gestion des effluents est exposé au point de contrôle n°3 du présent rapport.

Suite aux interrogations soulevées lors de la visite d'inspection du 21/08/2024, l'exploitant a apporté des éléments d'appréciation supplémentaires dans son courrier du 29/08/2024. Il en résulte que les causes du dépassement de la VLE pour le paramètre AOX constaté lors du contrôle inopiné identifiées seraient les suivantes :

- la station de traitement des lixiviats était à l'arrêt du 03/06/24 17h au 04/06/2024 9h ;
- la cuve de 10 m³ collectant en situation normale les lixiviats traités pour alimentation en eau d'appoint des TAR était vide ;
- pour effectuer le redémarrage de l'installation de traitement des lixiviats le 04/06/2024, la cuve de 10 m³ a dû être alimentée en eau de ville (secours) qui présente une qualité différente de celle de l'eau d'appoint habituelle (lixiviats traités). L'eau de ville possède notamment un potentiel d'oxydoréduction plus faible ;
- selon la stratégie de traitement de la TAR adoptée par l'exploitant, un biocide oxydant bromé « ST40 » est injecté en continu dans le circuit de la TAR afin de maîtriser le risque de développement de légionelles. L'injection de biocide dans le circuit est asservie à la mesure ORP (potentiel d'oxydoréduction) avec consigne associée. **Le faible potentiel d'oxydoréduction de l'eau de ville implique une injection du biocide ST40 en plus grande quantité afin d'atteindre la consigne ORP fixée ;**
- les produits de décomposition du biocide oxydant ST40 présents dans l'eau de circuit de la TAR puis dans les purges de déconcentration de la TAR et identifiés dans la stratégie de traitement sont : AOX et THM ;
- en conséquence, **l'injection de biocide oxydant ST40 en plus grande quantité, en lien avec l'utilisation d'eau de ville, entraîne une augmentation des produits de décomposition du**

biocide oxydant ST40, et notamment d'AOX, dans l'eau de circuit de la TAR et par voie de conséquence dans ses rejets lors des purges de déconcentration en continu, puis au niveau de leur exutoire (point de rejet n°3, objet du contrôle inopiné).

L'exploitant estime que cette phase de fonctionnement a duré approximativement 4h, temps de remplissage du process en lixiviats traités, pour un volume maximum de 5 m³ correspondant au volume d'eau de ville utilisée.

Lors de la visite du 21/08/2024, l'inspection a pu consulter :

- le registre papier (main courante) où sont consignés les dysfonctionnements de l'installation de traitements des lixiviats ;
- le registre informatisé associé traçant la durée et la cause des arrêts de l'installation.

Les éléments présents dans les registres confirment les déclarations de l'exploitant et leur chronologie pour les journées du 03 au 04/06/2024, à l'exception d'une légère divergence sur l'heure du redémarrage de l'installation (9h sur le registre papier et 10 h sur le registre informatisé).

La visite n'a pas porté sur le contenu du registre au regard des dispositions réglementaires applicables (article 125 de l'arrêté préfectoral d'autorisation) en matière de traçabilité des actions correctives et des contrôles mis en œuvre.

L'inspection précise que le contrôle inopiné a été réalisé le 04/06/2024 entre 14h et 14h30, et se situe donc globalement en fin de phase de redémarrage de l'installation de traitement des lixiviats, avec de l'eau de ville, tel que présenté par l'exploitant.

Compte tenu de cette chronologie et de la gestion des effluents au niveau du point de rejet n°3, le prélèvement ponctuel réalisé à l'occasion du contrôle inopiné du 04/06/2024 est représentatif :

- soit des seuls rejets de la TAR, lors de la phase de remplissage de la cuve de 10 m³ par des lixiviats traités ;
- soit d'un mélange lixiviats traités + rejets de la TAR, si le remplissage était terminé.

En revanche, le rapport du contrôle inopiné ne fait pas mention des conditions particulières d'exploitation rencontrées lors du prélèvement, liées au redémarrage de l'installation de traitement des lixiviats. Les conditions de fonctionnement des installations sont qualifiées de « activité normale ».

Observation 1 : L'exploitant sera attentif à bien informer le laboratoire effectuant le contrôle inopiné des conditions particulières de fonctionnement des installations.

Au regard des éléments développés, l'inspection estime que le dépassement constaté lors du contrôle inopiné est bien en lien avec :

- l'utilisation, en secours, d'eau de ville dans la tour aéroréfrigérante lors de la phase de redémarrage des installations de traitement des lixiviats, conduisant à une augmentation en AOX dans les purges de la TAR ;
- la gestion des effluents au point de rejet n°3, avec le mélange des lixiviats traités et des purges de la tour aéroréfrigérante, avant rejet.

Les modifications envisagées sur les modalités de gestion des eaux de la TAR présentées au point de contrôle suivant devraient permettre que cette situation de non-conformité sur le paramètre AOX observée lors du contrôle inopiné de 2024 ne se renouvelle pas.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejets aqueux - point de rejet n°3 - VLE (suite)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2008, article 143	
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux - point de rejet n°3 - VLE (suite)	
Prescription contrôlée :	
<u>Article 127 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/10/2008 modifié par l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 20/06/2017</u> Caractéristiques et localisation des points de rejet Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet précisés ci-après : [...]	
III. Rejet de lixiviats traités	
Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°3
Repérage cartographique	La canalisation de rejets des condensats (lixiviats traités) est raccordée à la canalisation du rejet 1-1
Nature des effluents	Lixiviats traités et conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Courant de Lewarde
Traitement avant rejet	Station de traitement interne
<u>Article 143 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/10/2008 modifié</u> Valeurs limites de rejets de la station de traitement interne Les valeurs limites en concentration ci-dessous doivent être respectées en sortie de station d'épuration collective interne, en complément de celles prévues à l'article 130.	
Paramètres	Concentrations (en mg/l sauf spécification contraire)
[...]	
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	1
[...]	
<u>Point 5.5. de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</u> Valeurs limites de rejet Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.	

Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

Cf. valeurs limites

[...]

Constats :

(suite des constats du point de contrôle n°1)

L'injection automatisée du biocide oxydant dans le circuit de la TAR permet de stabiliser la concentration en oxydant résiduel selon les variations de qualité de l'eau utilisée.

Selon la stratégie de traitement de la TAR adoptée par l'exploitant, l'injection en continu du biocide oxydant dans le circuit est réalisée de façon à obtenir une teneur en oxydant libre de 0,5 à 1 g/m³ dans le circuit. Pour ce faire, l'injection est asservie à la mesure ORP, qui permet de quantifier indirectement la présence d'oxydants libre.

Selon l'exploitant, le faible potentiel d'oxydoréduction de l'eau de ville implique une injection du biocide ST40 en plus grande quantité afin d'atteindre la consigne ORP fixée, et au travers elle, d'atteindre la quantité d'oxydant libres visée pour la gestion du risque de prolifération des légionelles.

Or selon l'AMR présentée par l'exploitant, l'eau de ville utilisée comme eau d'appoint de secours présente une très bonne qualité microbiologique à son arrivée sur site, alors que l'eau d'appoint habituelle (lixiviats traités) présente une qualité microbiologique très moyenne.

Aussi en théorie et indépendamment d'autres paramètres, l'eau de ville nécessiterait donc moins de biocide que les lixiviats traités, et non plus, tel que présenté par l'exploitant.

Faits avec demande de justificatif 1 : Ces éléments amènent l'inspection à s'interroger :

- sur la réelle nécessité d'une quantité plus importante de biocide pour atteindre la quantité d'oxydant libre visée en cas d'utilisation d'eau de ville, indépendamment de la consigne ORP ;
- sur une possible surconsommation de biocide (et de surproduction d'AOX in fine) en cas d'utilisation d'eau de ville, induite par la consigne ORP fixée ;
- le cas échéant, sur la pertinence de la consigne ORP fixée en cas d'utilisation ponctuelle d'eau de ville.

L'exploitant apportera tous les éléments d'appréciation nécessaires pour lever ces interrogations.

Sur les actions préventives pour éviter le renouvellement du dépassement

Compte tenu des causes identifiées par l'exploitant sur le dépassement en AOX, celui-ci pourrait de nouveau être constaté en cas d'utilisation d'eau de ville en eau d'appoint des tours lors du redémarrage de l'installation de traitement des lixiviats ; cette situation étant connue et identifiée dans l'AMR.

Dans son courrier du 29/08/2024, l'exploitant indique qu'une procédure de redémarrage va être rédigée afin de s'assurer du respect de la qualité des rejets et que les déconcentrations de la TAR

seront dirigées vers le bassin stockage des lixiviats BT1 (bruts) jusqu'à l'obtention d'une valeur conforme.

L'inspection précise que, dans ce cas, les VLE opposables sont celles de l'arrêté ministériel du 14/12/2013 (TAR - Rubrique 2921 à déclaration) et qu'elles s'appliquent sur les rejets de la TAR sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents, c'est-à-dire au point de prélèvement « eau de rejet » identifié sur le schéma de principe de la TAR.

Faits avec demande d'action corrective 1 : La procédure de redémarrage est à rédiger et à transmettre.

L'inspection rappelle qu'il convient également que l'exploitant s'interroge sur la possible surconsommation en biocide non nécessaire en cas d'utilisation d'eau de ville, entraînant une surproduction d'AOX au niveau des rejets de la TAR qu'il doit ensuite gérer (cf. faits avec demande de justificatif 1). Le cas échéant, la procédure de redémarrage mentionnée devra prendre en compte ces éléments.

De plus, l'exploitant devra également prendre en considération les constats exposés au point de contrôle n°3 du présent rapport relatifs à la gestion non-conforme des effluents au point de rejet n°3.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai maximum de 30 jours, l'exploitant apportera tous les éléments d'appréciation nécessaires pour lever les interrogations formulées pour les faits avec demande de justificatif 1.

Dans un délai maximum de 30 jours, l'exploitant rédigera et transmettra la procédure de redémarrage permettant de satisfaire aux obligations réglementaires.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Rejets aqueux - point de rejet n°3 - nature des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2008, article 127

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux - point de rejet n°3 - nature des effluents

Prescription contrôlée :

Article 127 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/10/2008 modifié par l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 20/06/2017

Caractéristiques et localisation des points de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet précisés ci-après :

[...]

III. Rejet de lixiviats traités

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°3
--	------------

Repérage cartographique	La canalisation de rejets des condensats (lixiviats traités) est raccordée à la canalisation du rejet 1-1
Nature des effluents	Lixiviats traités et conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Courant de Lewarde
Traitement avant rejet	Station de traitement interne

Arrêté ministériel du 15/02/2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux
Annexe II : Dispositions relatives au contrôle des eaux, des lixiviats et des gaz

1. Données relatives aux rejets

Le prélèvement d'échantillons et les mesures (volume et composition) des lixiviats doivent être réalisés séparément à chaque point où un lixiviat est rejeté du site.

Pour les lixiviats et les eaux, un échantillon représentatif de la composition moyenne est prélevé pour la surveillance.

La fréquence des prélèvements d'échantillons et des analyses est indiquée dans le tableau ci-dessous :

Analyses	Phase d'exploitation	[...]
1. Volume de lixiviat	Mensuellement (1) (3)	
2. Composition du lixiviat (2) : pH, DCO, DBO5, MES, COT, hydrocarbures totaux, chlorure, sulfate, ammonium, phosphore total, métaux, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), N total, CN libres, conductivité et phénols, autre substance dangereuse visée au paragraphe 3 de l'annexe I	Trimestriellement (3)	
[...]		

(1) La fréquence des prélèvements pourra être adaptée en fonction de la morphologie de la décharge (tumulus, enterrée, etc.). Cela doit être précisé dans l'arrêté d'autorisation.

(2) En fonction de la composition des déchets stockés, des paramètres et substances supplémentaires peuvent être analysés. Ils doivent être précisés dans l'arrêté d'autorisation et refléter les caractéristiques des déchets en matière de lixiviation.

(3) Si l'évaluation des données indique que l'on obtient les mêmes résultats avec des intervalles plus longs, la fréquence peut être adaptée. Pour les lixiviats, la conductivité doit toujours être mesurée au moins une fois par an.

[...]

Constats :

Les constats de la visite d'inspection exposés au point de contrôle n°1 ont permis de mettre en évidence :

- que les effluents rejetés, prélevés et analysés au niveau du point de rejet n°3 ne sont pas représentatifs de la qualité des lixiviats traités seuls, mais d'un mélange lixiviats traités + rejets de la TAR ;
- les volumes d'effluents comptabilisés au niveau de l'équipement de mesure de la volumétrie associé au point de rejet n°3 ne sont pas représentatifs du volume de lixiviats traités seuls, mais

d'un mélange lixiviats traités + rejets de la TAR.

Faits avec demande d'action corrective 2 : La gestion des effluents au point de rejet n°3 :

- est donc contraire aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation qui n'autorise que le strict rejet de lixiviats traités au point de rejet n°3 ;
- et ne permet pas d'assurer la surveillance réglementaire des seuls rejets de lixiviats traités imposée par l'arrêté ministériel ISDND du 15/02/2016 (composition et volume rejeté).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai maximum de 30 jours, l'exploitant définira les actions correctives nécessaires à sa mise en conformité, selon un échéancier à détailler.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Gestion des eaux résiduaires de la TAR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, articles 5.3 et 5.5 de l'annexe I

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux résiduaires de la TAR

Prescription contrôlée :

5.3. Réseau de collecte

a) Il est interdit de rejeter les eaux résiduaires de l'installation dans le réseau d'eaux pluviales ;

b) Les eaux résiduaires de l'installation sont évacuées dans les conditions prévues au point 5.5 ci-dessous ou éliminées dans un centre de traitement des déchets dans les conditions prévues au titre 7 ci-après ;

[...]

5.5. Valeurs limites de rejet

Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :

- pH 5,5 - 9,5 ;
- température < 30 °C ;

b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration, lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de MEST ou 15 kg/j de DBO5 ou 45 kg/j de DCO :

- matières en suspension : 600 mg/l ;

- DCO : 2 000 mg/l.

Ces valeurs limites ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure ;

c) dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :

- matières en suspension : la concentration ne doit pas dépasser 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ;

- DCO : la concentration ne doit pas dépasser 300 mg/l si le flux journalier n'excède pas 50 kg/j, 125 mg/l au-delà ;

d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif muni ou non de station d'épuration :

- phosphore :

- flux journalier maximal supérieur ou égal à 15 kg/jour : 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle ;

- flux journalier maximal supérieur ou égal à 40 kg/jour : 2 mg/l en concentration moyenne mensuelle ;

- flux journalier maximal supérieur à 80 kg/jour : 1 mg/l en concentration moyenne mensuelle ;

- fer et composés : 5 mg/l ;

- plomb et composés : 0,5 mg/l ;

- nickel et composés : 0,5 mg/l ;

- arsenic et composés : 50 µg/l ;

- cuivre et composés : 0,5 mg/l ;

- zinc et composés : 2 mg/l ;

- THM (TriHaloMéthane) : 1 mg/l ;

- composés organiques halogénés (en AOX) : 1 mg/l si le flux est supérieur à 30 g/j.

Ces valeurs limites sont respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne dépasse le double des valeurs limites de concentration.

Annexe V : Dispositions applicables aux installations existantes

I. Les dispositions suivantes du présent arrêté ne sont pas applicables aux « systèmes aéroréfrigérants existants » aux conditions suivantes :

Installations classées déclarées avant le 1er juillet 2005 Annexe I-2.1, 2.2, 2.5.1, 2.5.2 a, 2.5.2.d

Installations classées déclarées avant le 1er juillet 2014 Annexe I-2.1 b, 2.10, 2.11, 5.3 a

[...]

[Article 1 du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure annexé au rapport d'inspection du 18/11/2022 référencé V2/2022-307

La société SUEZ RV NORD-EST exploitant une installation de stockage de déchets non dangereux sur les communes de Lewarde et de Loffre est mise en demeure de gérer les eaux résiduaires de la tour aéroréfrigérante, sans possibilité de les recycler ni de les mélanger avec des eaux pluviales, conformément aux prescriptions des articles 5.3 et 5.5 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14/12/2013 susvisé, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.]

Constats :

Constats de la visite d'inspection précédente du 24/08/2022

Lors de la visite d'inspection du 24/08/2022, l'inspection a constaté :

- que les eaux résiduaires de la TAR sont prioritairement recyclées en eau d'appoint de la TAR et non directement évacuées vers le milieu naturel (*Constats avec suites 1*) ;
- que les eaux résiduaires de la TAR sont, en l'absence de recyclage, rejetées dans un réseau d'eaux pluviales avant rejet au milieu naturel (*Constats avec suites 2*).

Ces constats ont fait l'objet d'une proposition de mise en demeure dans le rapport d'inspection daté du 18/11/2022 référencé V2/2022-307.

Suites données à la visite d'inspection du 24/08/2022

Par courrier du 30/01/2023, l'exploitant a indiqué :

- que les eaux de la purge de la TAR sont dorénavant rejetées au milieu naturel ;
- que les dispositions de l'article 5.3 a (interdiction de rejeter les eaux résiduaires de la TAR dans le réseau d'eaux pluviales) ne sont pas applicables aux installations déclarées avant le 1^{er} juillet 2014 ; la TAR ayant été déclarée au 01/04/2011.

Constats de la présente visite d'inspection du 21/08/2024

La visite d'inspection du 21/08/2024 a permis de constater que les eaux résiduaires de la TAR ne sont plus recyclées en eau d'appoint et sont évacuées in fine vers le milieu naturel (cf. point de contrôle n°1 du présent rapport).

Par ailleurs, l'exploitant a effectivement déclaré par courrier du 29/03/2011, l'exploitation de sa TAR à compter du 01/04/2011.

L'inspection propose à M. le Préfet la levée de l'article 1 du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure annexé au rapport d'inspection du 18/11/2022 référencé V2/2022-307.

Type de suites proposées : Sans suite

Levée de l'article 1 du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure annexé au rapport d'inspection du 18/11/2022 référencé V2/2022-307.

N° 5 : Surveillance des eaux résiduaires de la TAR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5.9 de l'annexe I

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux résiduaires de la TAR

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un programme de surveillance des caractéristiques des émissions des polluants visés au point 5.5, lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions sont ou risquent d'être dépassées.

En complément, l'exploitant met en place une surveillance des rejets spécifique aux produits de décomposition des biocides utilisés ayant un impact sur l'environnement, listés dans la fiche de stratégie de traitement telle que définie au point 3.7.I.2 b du présent arrêté.

Une mesure des concentrations des différents paramètres et polluants visés au point 5.5 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.

Les points de prélèvements d'échantillon et de mesure pour le contrôle des rejets de l'installation de refroidissement sont choisis sous la responsabilité de l'exploitant, ils sont représentatifs du fonctionnement de l'installation et de la qualité de l'eau de l'installation qui est évacuée lors des purges de déconcentration.

Dans le cas d'un site comprenant plusieurs tours ou circuits de refroidissement, ce point de prélèvement peut se situer sur le collecteur de rejets commun de ces installations.

Les polluants visés au point 5.5 qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent point. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques, notamment les analyses, permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.

[Article 2 du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure annexé au rapport d'inspection du 18/11/2022 référencé V2/2022-307

La société SUEZ RV NORD-EST est mise en demeure de réaliser la surveillance des rejets de la tour aéroréfrigérante conformément aux prescriptions de l'article 5.9 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14/12/2013 susvisé dans, un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Les résultats commentés de cette surveillance sont transmis à l'Inspection des installations classées dans le même délai.]

Constats :

Constats de la visite d'inspection précédente du 24/08/2022

Lors de la visite d'inspection du 24/08/2022, l'inspection a constaté que la surveillance des rejets de la TAR n'est pas réalisée par l'exploitant (Constats avec suites 3).

Ces constats ont fait l'objet d'une proposition de mise en demeure dans le rapport d'inspection daté du 18/11/2022 référencé V2/2022-307.

Suites données à la visite d'inspection du 24/08/2022

Par courrier du 30/01/2023, l'exploitant a indiqué avoir réalisé une analyse des eaux de rejet de la TAR le 16/01/2023 au point de prélèvement identifié « point de contrôle : eau de rejet » sur le schéma de principe présent dans l'AMR.

Constats de la présente visite d'inspection du 21/08/2024

L'examen par l'inspection du « Bilan annuel 2023 de la TAR » transmis par l'exploitant le 29/03/2024 fait apparaître des résultats d'autosurveillance pour les rejets de la TAR pour des prélèvements effectués le 16/01/2023 et le 13/10/2023.

Les analyses ont porté :

- sur les polluants visés au point 5.5 de l'arrêté ministériel 2921-déclaration ;
- sur les produits de décomposition des biocides utilisés, listés dans la fiche de stratégie de traitement de l'exploitant.

L'inspection propose à M. le Préfet la levée de l'article 2 du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure annexé au rapport d'inspection du 18/11/2022 référencé V2/2022-307.

Type de suites proposées : Sans suite

Levée de l'article 2 du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure annexé au rapport d'inspection du 18/11/2022 référencé V2/2022-307.